



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 18/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TECHNIC ULTRA PURE**

15 rue de la Montjoie  
93210 Saint-Denis

Références : -  
Code AIOT : 0005101919

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement TECHNIC ULTRA PURE implanté Zone Industrielle - 121 rue Durouchez 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 16/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été organisée conjointement avec la réalisation d'un exercice POI par l'exploitant, en coordination avec les services du SDIS. L'exercice n'était pas un exercice inopiné, et visait avant tout à tester pour la première fois le Plan d'Opération Interne du site avant sa montée en puissance et l'atteinte de ses seuils SEVESO.

Le scénario était un départ de feu dans le local solvant, avec dysfonctionnement du système de sprinklage et une victime impliquée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TECHNIC ULTRA PURE
- Zone Industrielle - 121 rue Durouchez 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site est une installation de purification de produits chimiques, notamment destiné à alimenter l'industrie des semi conducteurs. Le site est à autorisation et SEVESO seuil haut, notamment en raison de la présence de substances toxiques et inflammables. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 1994, complété notamment par l'arrêté préfectoral du 24 mai 2019.

#### Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
3	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pu tester son plan d'opération interne. Celui-ci est dans l'ensemble conforme à l'attendu réglementaire, mais exerce oblige, plusieurs points d'amélioration de la réponse opérationnelle ont pu être identifiés. L'exploitant a identifié ces points et défini un plan d'actions pour permettre l'intégration de réponses adaptées à sa mise en œuvre opérationnelle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont

également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »

#### **Constats :**

L'exploitant a testé en conditions réelles son plan d'opération interne pour la première fois. L'objectif était essentiellement de tester la réponse opérationnelle des salariés à un départ d'incendie, et l'exercice était réalisé conjointement avec les services départementaux d'incendie et de secours.

L'exercice a ainsi permis de tester :

- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident : Dans l'ensemble, le personnel présent n'ayant pas de moyens à mettre en œuvre a bien réagi, a évacué dans le calme, et s'est rassemblé au niveau du point de rassemblement défini. Le comptage des personnes présentes sur site a été réalisé et a permis d'identifier l'absence d'une personne, victime prévue dans le scénario joué lors de l'exercice.

**Observation : L'emplacement du point de rassemblement tel qu'il est défini est situé directement à proximité de l'un des accès au site pour les services de secours. Sa localisation en cas de sinistre est donc potentiellement accidentogène, selon l'accès mobilité lors d'un incident.**

Concernant le personnel contribuant à la réponse opérationnelle, il a été constaté les points suivants :

- Une levée de doute a été réalisée par un des équipiers en solo en pénétrant dans le bâtiment sinistré. Elle lui a permis de découvrir la victime. Une telle intervention devrait être réalisée en binôme, notamment afin de ne pas entraîner de mise en danger en chaîne en exposant un équipier seul au risque.
- Le POI n'a jamais été "officiellement" déclenché. L'aspect exercice non inopiné a probablement joué dans ce déroulé, mais il n'y a pas eu de position officielle sur le déclenchement du POI, de déclenchement de la sirène POI évacuation telle que prévu dans le plan d'opération interne. Cela a pu entraîné un flou au démarrage de l'exercice avec une évacuation des membres de la cellule plutôt qu'un rassemblement en salle de commandement.
- En conséquence du flou au démarrage, l'appel au service de secours a été relativement long (T+10min).
- Le positionnement exact des équipiers assurant la protection des installations en attendant l'arrivée des secours mériterait d'être précisé dans une fiche réflexe afin de ne pas les mettre en danger. Les équipiers ont rapidement commencé à mettre en place les moyens, mais potentiellement en se rapprochant des bâtiments. La mise en fonctionnement des moyens pourrait être optimisée et a été relativement longue, en raison de difficultés pour manipuler certains équipements, d'avoir la clé adaptée etc...
- Le personnel d'intervention disposait des équipements de protection adaptés et a globalement été capable de mettre les moyens en place. La quantité d'équipiers est cependant assez réduite au vu de l'enjeu important à venir et pourrait utilement être renforcée.

**Observation : L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance du déclenchement du POI quand la situation le justifie pour que l'ensemble des parties prenantes joue le rôle prévu dans l'organisation du POI. Le déclenchement du POI constitue par ailleurs une information importante pour les services de l'Etat.**

Concernant le sujet des prélèvements environnementaux, le POI précise l'ensemble des produits de décomposition par substance, en proportion produite par rapport à la quantité de substance impliquée dans l'incendie. Il liste également les différentes substances susceptibles d'être émises pour chaque scénario.

Il renvoi par la suite dans sa stratégie de mesure au dispositif DUQAM porté par l'ATMO HdF, en précisant que la liste de produits et les techniques de mesure ont été définies en amont avec l'ATMO, et confie au SDIS la réalisation effective des prélèvements. Le dispositif DUQAM, pour Dispositif d'Urgence Qualité de l'Air Mutualisé, vise à la mise à disposition mutualisée de moyens de prélèvements 24h sur 24, 7 jours sur 7 par Atmo Hauts de France en lien avec les services du SDIS.

La réponse opérationnelle, et l'applicabilité du dispositif n'a pas fait l'objet de test lors de cet exercice, ne permettant pas de justifier "de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats". Ce point sera à éprouver lors des prochains exercices.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 2 : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne**

**Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V**

**Thème(s) : Risques accidentels, POI**

**Prescription contrôlée :**

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

**Constats :**

Le POI comprend l'ensemble des items attendus présentés dans l'annexe V.

Lors du déroulé de l'exercice, il a cependant été constaté les points suivants :

- la fiche réflexe présente dans le POI prévue pour être mobilisée pour l'appel aux services de secours n'a pas été mobilisée. En conséquence, une partie des informations a mis plus de temps que nécessaire à être transmise. Par ailleurs, certaines informations initialement transmises (surface du bâtiment) étaient erronées.
- la liste des établissements à proximité à contacter et leurs coordonnées, présentes dans le POI, n'ont pas été mises à contribution lors de l'information.
- pour faciliter l'intervention des services de secours, le site pourra utilement disposer d'un plan plastifié à fournir à l'arrivée sur site, permettant notamment d'informer sur la localisation du sinistre, les risques encourus et les quantités impliquées, tout en guidant les pompiers sur site, afin de gagner du temps sur l'information.
- la communication est réalisée sur site au moyens de talkie, disponibles au niveau des bureaux. Du matériel doit être prévenu pour tous les intervenants devant communiquer (certains

<p>équipements étaient insuffisants au démarrage, et il n'y avait pas d'identification claire sur qui devait disposer d'un talkie) et les ESI n'étaient pas équipés initialement (un talkie pourra utilement être laissé à disposition au niveau du local des tenues d'intervention pour permettre aux équipiers d'en disposer rapidement).</p> <p>- la mobilisation des Robinets d'Incendie Armés, première réponse opérationnelle de l'exploitant, n'a pas été envisagée. Le biais est lié à la nature de l'exercice, qui visait avant tout à tester la mise en place des moyens de protection et une intervention des pompiers. Le SDIS indique cependant à l'exploitant que les RIA sont sa première réponse, et que le SDIS ne les mobilisera pas (l'incendie est trop développé à leur arrivée pour pouvoir mobiliser ces moyens).</p> <p>- Au global, et malgré les quelques soucis matériels, la communication a été globalement fluide au cours de l'exercice entre les différentes parties prenantes. La prise en charge de la victime a été réalisée, ainsi que la protection des bâtiments et la mise en place des différents moyens d'extinction. Le reporting du déroulé a été réalisé proprement et a permis d'identifier les points de faiblesse en cellule de crise, notamment sur la communication interne (charge trop importante pour une personne) et externe (un peu trop de délai à la mise en route).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Gestion des situations d'urgence

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du déroulé de l'exercice, il n'a pas été identifié de manque de formation pour le personnel intervenant dans la gestion de crise.</p> <p>Les fiches réflexes auraient pu être davantage mobilisées, et davantage de personnel d'intervention permettrait une intervention dans de meilleures conditions.</p> <p>Un exercice a été réalisé, et d'autres exercices sont prévus par la suite, notamment hors heures ouvrées et de manière inopinée, afin de permettre au site de monter en compétence en accompagnement de la montée en puissance du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>